



Quand la DDFiP du Var explose !

Les cartes départementales du « nouveau réseau » viennent d'être publiées, et pas n'importe quand, ni par n'importe qui !

Le constat est sans appel :

Le nombre de communes d'implantation passe de 22 à 6 ou 7 (cas de ST CYR/ La seyne pour SGC) !

- Toutes les trésoreries ferment.
- Les SIP et SIE, PCE et PCRP de ST TROPEZ ferment.
- Des services de gestion comptables sont implantés à BRIGNOLES, DRAGUIGNAN, FREJUS, HYERES, SAINT CYR (ou la SEYNE car pas de décision définitive) et TOULON
- Les SIP et SIE de TOULON sont explosés. Resterait à TOULON, 1 SIP et 1 SIE concernent la seule ville de TOULON. Les communes extérieures seraient réparties sur HYERES et LA SEYNE.

Aucune illusion n'est de mise. Rien de positif ne pourra sortir de ce plan de dynamitage en règle.

Le plan Darmanin doit être retiré.

En finir avec la DGFIP et ses agents

La feuille de route du nouveau DG est claire : Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel, après s'être fait les dents sur nos collègues douaniers, a une nouvelle mission : **enterrer la DGFIP, et avec elle un maximum d'agents. Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard.**

Le DG a décidé de publier, en une seule fois, les cartes de tous les départements, à grand renfort de communication, en fin de campagne IR, après la clôture des demandes de mutations locales.

Depuis janvier, et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau », nous savions à quoi nous attendre. Sans changer d'un iota sa stratégie, la DG passe à l'étape suivante, en nommant un mercenaire proche de Darmanin, en lançant le 6 juin un bombardement éclair et massif, pour susciter l'effroi et la sidération chez les agents.

La communication de la DG : propagande et mensonges !

Il faut donc analyser ces cartes, et démonter une communication qui s'apparente plutôt à une campagne de propagande.

D'abord la légende :

- **Services de gestion comptable (SGC)** : ce sont les back-office de la note « bâtir un nouveau réseau », dont l'objectif est de concentrer « les tâches industrialisables », ou les trésoreries hospitalières. Nul besoin d'être devin pour comprendre que ces structures préparent les agences comptables, vouées à se développer.
- **Conseillers des collectivités locales** : 12 dans le Var. La sélection pour recaser nos cadres A+ va être rude. Mais pas d'impatience, le détachement vers la Fonction Publique Territoriale (FPT) n'est pas loin !
- **Accueils de proximité : le must en termes de propagande.** Cela prendrait la forme de permanences ponctuelles en mairie ou dans les Maisons France Services. Dixit Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, les Maisons France Services devront intégrer obligatoirement les services suivant : CAF,

Intérieur, Justice, Travail, Finances Publiques, CNAV, MSA, Pôle emploi, La Poste, pour obtenir le label «France Services ».

Pour répondre aux demandes du public : Qui? Quand? Comment?

Peu importe ! Renvoi aux démarches en lignes, aux plateformes téléphoniques, prise de rendez-vous,, et, en dernier recours, renvoi aux accueils des services de pleines compétences, s'ils assurent encore cette mission. La CDC entre au capital de La Poste, qui facture le service d'aide à la création de l'espace en ligne. Coïncidence ?

Le tour de passe-passe est bien là: il ne s'agit plus de service public, mais de service au public, qui peut donc être assuré par n'importe quel partenaire « labellisé ». Autrement dit, privatisation de ces missions de services publics, anciennement assurées par des agents de la Fonction Publique.

On connaissait déjà le sort réservé à l'accueil Finances Publiques dans les MSAP. Faute de réponses adaptées, ces permanences s'éteindront rapidement. Et quid des agents des finances qui assureront ces permanences ?

Retrait du plan Darmanin !

Le dernier volet de la propagande de la DG, c'est de ne pas rappeler que **ces restructurations vont absorber un volume sans précédent de suppressions de postes**. Les 120 000 postes supprimés pour 2022 dans la Fonction Publique sont régulièrement confirmés. Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » démolit nos statuts pour préparer la mobilité forcée, le salaire au mérite, la contractualisation, les pleins pouvoirs à la hiérarchie avec la fin des CAP. Le DG annonce cyniquement « les mesures d'accompagnement inédites ». Parlerait-il de la rupture conventionnelle ?

Qui n'a pas en tête le souvenir tragique de travailleurs de France Telecom, dont le procès des dirigeants se tient en ce moment même !

Le nouveau DG attend explicitement des agents et de leurs organisations syndicales « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ». Ulysse, 6 juin 2019).

La CGT Finances Publiques n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois, de nos droits et garanties. Elle refuse de participer à cette concertation qui, en voulant associer les OS à l'élaboration du schéma départemental du plan Darmanin, vise à désarmer les agents.

Au contraire, la CGT Finances Publiques du VAR appelle au rassemblement dans l'unité de l'ensemble des agents et des organisations syndicales pour refuser le cadre fixé par la DG, et ainsi organiser le combat nécessaire pour empêcher ce plan dévastateur.

Une Tournée d'HMI et HTII SOLIDAIRES, FO et CGT est programmée pour débattre de la riposte:

- **19/06 : Toulon 9h30**
- **26/06 : Hyères et trésoreries de la RAN 14h**
- **26/06 : St Tropez et trésorerie de la RAN 10h**
- **26/06 : Fréjus et trésoreries de la RAN 14h**
- **27/06 : La Seyne et trésorerie de la RAN 14h**
- **1/07 : Draguignan et trésoreries de la RAN 14h**
- **3/07 : Brignoles et trésoreries de la RAN 14h**

**20 Juin 2019: manifestation à partir de 11h 30
devant la Direction à TOULON BESAGNE**